

Rapport d’activités 2018-2019

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)

**Qui sommes-nous**

La CQMMF est un regroupement national féministe qui a pour mission de promouvoir l’égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes, et entre les peuples, et de contribuer à éliminer les causes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.

La CQMMF vise à maintenir et développer une solidarité avec les coordinations nationales de la région de l’Amérique et à l’International dans le mouvement de la Marche mondiale des femmes.

Nous adhérons aux valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l’humanité. Cette Charte se fonde sur les valeurs d’égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix.

**Mot du Comité de coordination**

Malheureusement, la conjoncture mondiale est plutôt alarmante…

Nous n’avons qu’à penser aux conflits et guerres qui se poursuivent (le Congo, la Palestine, la Syrie, le Yémen, etc.), aux trop nombreux déplacements des populations obligées de quitter leur vie, leur pays, leur maison parce que la violence fait rage, parce qu’il n’y a rien à manger, pas d’avenir…

Dans plusieurs régions du monde, nous assistons au développement de réactions de repliement sur soi, du rejet des personnes immigrantes et réfugiées, de la montée des groupes et partis de droite, des masculinistes et même des courants fascisants dans de trop nombreux pays…

Puis, il y a la planète qui va de plus en plus mal. La lutte contre les changements climatiques -une cause importante des déplacements des populations- demeure un très important défi à relever puisqu’encore une fois, ce sont les populations les plus vulnérables qui vont écoper dont les femmes et les familles... C’est pourquoi nous parlons maintenant d’urgence climatique.

Sans oublier toutes les attaques aux droits humains et sociaux de même qu’aux droits des femmes qui se multiplient partout sur la planète…

La liste est encore bien longue quand nous pensons aux violences vécues par les femmes et les jeunes filles (dont la violence sexuelle qui a été mise en évidence avec la campagne #*MoiAussi*) de même que la paupérisation des populations et des familles parce que les détenteurs du pouvoir et de la finance ne cessent de vouloir s’enrichir, le fameux 1%!

Somme toute, nous avons beaucoup de pain sur la planche. Mais la MMF et la CQMMF sont des refuges contre le cynisme et le défaitisme, car elles nous donnent l’occasion d’agir sur notre quotidien, de présenter des solutions concrètes, de travailler avec toutes les femmes du monde entier.

Nous allons poursuivre notre engagement militant en basant nos actions sur les valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l’humanité*. Nous allons construire une réponse collective, solidaire et remplie d’espoir.

Un projet enthousiasmant!

**Réalisations**

**DEUX GRANDS OBJECTIFS**

En 2018-2019, nous avons agi sur deux objectifs centraux :

* A l’interne, poursuivre la consolidation et l’autonomisation de la CQMMF en mettant en place nos nouvelles structures (Coco, comités, etc.) et les liens avec les groupes membres par nos communications, et ce, tout en préparant les actions de 2020.
* A l’externe, poursuivre notre engagement avec la MMF au niveau international et dans les Amériques en développant des liens de solidarité privilégiés avec des coordinations nationales d’autres régions.

**LES GRANDES PRIORITÉS**

Cette année, nous avons agi principalement afin d’améliorer notre organisation et notre fonctionnement tout en planifiant les actions à venir.

**Incorporation & Assemblée de fondation**

Jusqu’à tout récemment, l’organisme était encadré et coordonné par la Fédération des Femmes du Québec (FFQ). Depuis peu, elle est devenue une nouvelle organisation dans une perspective d’autonomisation en développant une structure organisationnelle basée sur les principes d’une gestion participative et féministe, d’une vie démocratique orientée vers l’affirmation collective des femmes, appuyée de l’inspiration et la mémoire de notre héritage collectif, et ce, en travaillant à développer notre autonomie financière.

C’est dans ce cadre que les démarches d’incorporation ont pris cours. Un travail de rédaction de notre chartre et de nos règlements généraux a été développé. Ce fut une étape déterminante qui a demandé beaucoup d’implication de la part des membres. L’organisme a donc été incorporé officiellement le 19 octobre 2018.

Le 30 novembre 2018 a eu lieu l’assemblée de fondation de l’organisation. 18 membres ont pris part à ce moment charnière. Ce fut l’occasion de présenter la raison d’être et les objets de la corporation, tel qu’inscrits dans nos règlements généraux. Ces derniers ont été adoptés en bonne et due forme dans le cadre de cette assemblée. Les premières administratrices de l’organisme incorporé ont été élues. Il s’agit de mesdames Marie-France Benoît, Renée Binette, Joanne Blais, Emilia Castro, Viviane Doré-Nadeau, Marie-Andrée Gauthier, Brigitte Michaud, Patricia Rivest, Denyse Thériault et Audrée Villeneuve.

**Dépôt de demandes de financement**

L’organisation ne reçoit présentement aucune subvention. Il n’y a que les cotisations des membres et les dons comme revenus. La grande implication de militantes est donc essentielle pour mener à bien le plan d’action. Cette année, il a été possible de déposer un demande de financement. Une première à Condition féminine Canada dans le cadre de son appel de projets pour le renforcement des capacités des groupes de femmes. Cette demande a été refusée.

**Participation & Diffusion des décisions de la rencontre internationale**

Deux déléguées ont pu participer à cet événement international, soit Marie-Andrée Gauthier du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec et Denyse Thériault du Comité femmes du Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Toutes deux représentaient la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes.

Lors de cette rencontre internationale, il y a eu 36 pays représentés, dont la Palestine, le Kurdistan et le Sahara. La région des Amériques composait une bonne majorité des pays présents. À noter que des délégations de huit pays ont vu leur visa refusé, notamment par leur pays d’origine. C’était donc un immense privilège d’avoir pu y être présentes.

Il y a trois langues officielles au sein de la Marche mondiale des femmes : le français, l’anglais et l’espagnol. Tout un système de traduction, assuré entièrement par des militantes, est déployé pour nous permettre minimalement de participer aux échanges. Il y a somme toute des limites puisque ces trois langues ne sont pas les langues maternelles de plusieurs déléguées.

L’analyse féministe qui a sous-tendu les partages a particulièrement été appréciée. Il a été question ouvertement de patriarcat, de capitalisme, de colonialisme et d’impérialisme.

Les enjeux propres à cette rencontre qui ont été soulevés sont : l’occupation des territoires, les migrations, la crise environnementale et la pauvreté et les violences. Les témoignages livrés nous ont, encore une fois, permis de constater sans hésitation les impacts directs sur les conditions de vie des femmes. L’économie féministe a été soulevée comme étant une alternative à davantage explorer, s’approprier et développer.

La Marche mondiale des femmes est un grand et large mouvement international, mené par différents groupes de la société civile. Le Québec possède une organisation unique. Il ne faut toutefois pas oublier d’où le mouvement vient et rester également collées aux autres organisations.

Ces échanges ont permis de tracer une première ébauche de slogan. *Résistons pour vivre, marchons pour transformer le monde.* Toutefois, malheureusement, le thème exact pour l’action de 2020 n’a pu être déterminé exactement. Le Comité international devrait acheminer des nouvelles à ce sujet au cours de l’année 2019-2020.

L’accueil des groupes féministes de Bilbao a été remarquable! Des propositions d’actions collectives ont ponctué le séjour de la délégation, permettant ainsi des connexions avec le terrain. C’est via ce pouls réel que les discussions de la journée ont pu s’ancrer.

Le constant défi est de rester à l’écoute des différentes réalités que vivent les femmes. Un mouvement qui s’affirme inclusive ne saurait faire autrement. Il en va de même pour le Québec.

Les retombées de cette présence sont grandes et très stimulantes! Les déléguées ont entamé le transfert des connaissances liées à leur participation, notamment auprès des membres de la CQMMF, mais également auprès des groupes de femmes du Québec et d’alliéEs.

**Journée internationale de la lutte à la pauvreté (17 octobre)**

Afin de souligner la pauvreté vécue spécifiquement par les femmes, un communiqué de presse a été rédigé et envoyé aux membres afin que le relais s’effectue auprès des médias locaux et régionaux. Le communiqué se trouve en annexe du rapport d’activités.

**Revendications & Actions de 2020**

En février 2019, dans le cadre d’une des assemblées,
les travaux sur les revendications de 2020 ont débuté. Les membres se sont penchées sur la préparation des travaux de consultation pour l’adoption des revendications. De plus, les actions de 2020 ont commencé à être définies.

C’est ainsi que les participantes ont été invitées à se réunir en sous-groupes afin d’identifier une revendication pour chacun des grands thèmes suivants: lutte à la pauvreté, lutte aux violences contre les femmes, environnement, personnes migrantes. Elles ont discuté également de la question: à qui les revendications identifiées devraient être adressées? Les documents suivants ont été distribués en soutien à la réflexion: extraits de bilans réalisés à l’occasion de l’action de la CQMMF en 2015, les principaux faits marquants des bilans des actions de la Marche mondiale des femmes au Québec en 2000, 2005 et 2010, la Charte mondiale des femmes pour l’humanité.

**Assemblées**

Au cours de l’année 2018-2019, il a été possible de tenir quatre (4) assemblées. En voici le détail :

* 11 Juin 2018, Drummondville. (22 membres)
* Octobre 2018, visioconférence. (12 membres)
* 30 Novembre 2018, visioconférence. (18 membres)
* 18 Février 2019, Montréal. (35 membres)

**Comités**

**Mise en place des cinq comités de la CQMMF**

Les comités relèvent tous du comité de coordination (Coco). Idéalement, il doit y avoir au moins une représentante du Coco sur chacun des comités afin de faciliter la fluidité des échanges.

Afin d’assurer le respect des décisions prises par les membres et le fonctionnement démocratique basé sur les principes de gestion féministe, tous les comités travaillent en lien les uns avec les autres.

Voici les comités que nous avons :

* Comité de coordination
* Comité de solidarité internationale
* Comité Éducation populaire autonome féministe (ÉPAF)
* Comité financement

**Conclusion**

Beaucoup de travail a été accompli avec une nouvelle façon de travailler, avec la contribution des militantes de toutes les régions par le comité de coordination (Coco) et les comités de travail. Tout cela a pu être réalisé en effectuant un partage des tâches et en prenant en compte la disponibilité des militantes et des ressources financières.

ANNEXES

**Liste des membres**

**CQMMF – adhésions 2018-2019**

**Groupes et regroupements nationaux**

FAFMRQ – Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec

FTQ – Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

FIQ – Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

SPGQ – Syndicat des professionnel.les du gouvernement du Québec

FRAPRU – Front d’action populaire en réaménagement urbain

CSN – Confédération des syndicats nationaux

ARDF – Association des religieuses pour le droit des femmes

RTRGFQ – Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

APTS – Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Amnistie internationale Canada francophone

FCPASQ – Front commun des personnes assistées sociales du Québec

L’R des centres de femmes du Québec

Groupe solidarité justice (Congrégation de Notre-Dame)

CSD – Centrale des syndicats démocratiques

CDEACF – Centre de documentation en éducation des adultes et condition féminine

Collectif pour un Québec sans pauvreté

RMFVVC – Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

La CLES – Concertation des luttes contre l’exploitation sexuelle

AQOCI – Association québécoises des organismes de coopération internationale

FFQ – Fédération des femmes du Québec

Fédération des maisons d’hébergement pour femmes

CSQ – Centrale des syndicats du Québec

SFPQ – Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

**Groupes, regroupements ou coalitions régionales**

CRQMMF – Coalition régionale de Québec pour la Marche mondiale des femmes

Regroupement des femmes de la Côte-Nord

AGIR – Assemblée des groupes de femmes d’interventions régionales

TCGFBSL – Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent

RGFCA – Regroupement des groupes de femmes Chaudières-Appalaches

RÉCIF-02 – Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-St-

TCMFM – Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

Table de concertation de Laval en condition féminine

Comité régional de la Marche mondiale des femmes en Abitibi-Témiscamingue

Réseau des femmes des Laurentides

Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine

Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière

Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

Table de concertation du mouvement des femmes – Centre du Québec

Coalition montréalaise de la Marche mondiale des femmes

CCFBJ – Comité condition féminine Baie-James

ConcertAction femmes Estrie

**Communiqué de presse 17 octobre 2018**

Communiqué de presse

*Pour diffusion immédiate*

**Femmes et pauvreté : un enjeu toujours marquant au Québec**

**Longueuil, 17 octobre 2018 -** Dans le cadre de la *Journée internationale pour l’élimination de la pauvreté*, les groupes de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) souhaitent souligner que les femmes sont plus pauvres que les hommes au Québec.

La pauvreté des femmes et leur manque d’autonomie économique découlent de choix politiques et économiques que nous effectuons chaque jour en tant que société. « La fin de la pauvreté des femmes n’est pas une question de charité, mais bien une question de droits des femmes et de droits humains » déclare Denyse Thériault, membre de la CQMMF.

Les femmes disposent, en moyenne, de 30 % de revenus de moins que les hommes, et ce, dans toutes les catégories d’âge. Elles sont plus nombreuses à occuper des emplois précaires, non syndiqués et sans fonds de pension et se retrouvent ainsi plus pauvres une fois arrivées à la retraite, n’ayant pas contribué autant aux régimes de protection sociale comme la Régie des rentes du Québec. De plus, les femmes immigrantes, racisées et celles vivant avec un handicap sont aussi particulièrement touchées par les problèmes de pauvreté. Cette pauvreté spécifique prend également racine dans des choix politiques et sociaux comme la non-reconnaissance des diplômes et des compétences ou encore le refus d’adapter les milieux de travail pour permettre aux femmes vivant avec un handicap de mettre leurs talents au service de la société.

**Actions gouvernementales attendues**

Ainsi, il est attendu que le gouvernement intervienne directement pour faire face aux problèmes sociaux contre lesquels une société doit se prémunir. De réelles politiques sociales qui défendent les droits de toutes les femmes doivent se déployer rapidement afin de permettre pleinement l’autonomie financière des femmes et la consolidation et la mise sur pied de programmes de sécurité sociale qui répondent entièrement aux besoins de celles-ci. Par exemple, en regard à l’analyse différenciée selon les sexes, des mesures spécifiques pour les femmes auraient dû émaner du troisième plan d’action gouvernemental pour l’inclusion économique et la participation sociale.

« Il est de la responsabilité de l’État de prendre les moyens nécessaires pour que le développement économique s’opère dans le cadre d’une éthique de développement social, responsable et durable qui reconnaît les divers types de contribution à la richesse collective et prévient, ou empêche la constitution de différentes formes d’exclusion et de discrimination » conclue Joanne Blais, membre de la CQMMF.